



UNIVERSITE OUAGA II

Centre d'Etudes, de Documentation
et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)

REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE AFRICAINE

SÉRIES ÉCONOMIE

**Participatory assessment of development in rural
Burkina Faso : a new methodology for resolving old pains**
Nicky POUW and Janvier KINI

**La recherche de la convergence nominale dans une perspective
de convergence réelle dans les pays de la CEDEAO**
Cheikh Tidiane SECK

**Analyse de l'effet de microcrédit sur l'écart moyen
de pauvreté au Benin**
Fadonougbo BOKO

**Instabilité et croissance économique au Togo,
quels enseignements ?**
Tom-Irazou TCHALIM

**Analyse économique des élections communales
au Benin en 2015**
Daoud BADIROU

**Assurance maladie universelle :
nécessite et politique optimale pour le Burkina Faso**
Ousmane TRAORE & Idrissa M. OUEDRAOGO

Analyse des déterminants de la discrimination salariale au Togo
Inna Alekseevna JOHNSON

**La contribution de l'agriculture à la croissance
économique du Burkina Faso**
Hamidou SAWADOGO

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES.

Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur www.cedres.bf).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (61 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université de Ouagadougou dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web : www.cedres.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Idrissa M. OUEDRAOGO, Université Ouaga 2

COMITE EDITORIAL

Pr Pam ZAHONOGO, UO2 Editeur en Chef

Pr Médard MENGUE BIDJO, Université Omar Bongo

Pr Yves ABESSOLO, Université Yaoundé II

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université Marien N'Gouabi

Pr Denis ACCLASATO, Université d'Abomey Calavi

Pr Jean Louis NKOULOU NKOULOU Université Omar Bongo

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh Anta Diop

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta Diop

Pr Charlemagne IGUE, Université d'Abomey Calavi

SECRETARIAT D'EDITION

Dr Samuel Tambi KABORE, UO2

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UO2

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UO2

Dr Kassoum ZERBO, Université Ouaga 2

COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE

Pr Géro Fulbert AMOUSSOUGA, Université d'Abomey Calavi

Pr Idrissa OUEDRAOGO, Université Ouaga 2

Pr Abdoulaye DIAGNE, Université

Pr Kimséyinga SAVADOGO, Université Ouaga 2

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de Saint Louis

Pr Gnderman SIRPE, Université Ouaga 2

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo

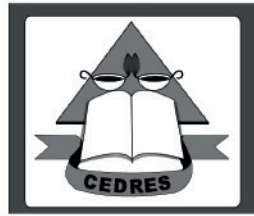
Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université d'Ottawa (Canada)

Pr Mama Ouattara, Université Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, Université Ouaga 2

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



www.cedres.bf

REVUE CEDRES-ETUDES

Revue Economique et Sociale Africaine

REVUE CEDRES-ETUDES N° 62

Séries économie

2^e semestre 2016

SOMMAIRE

EDITORIAL.....	07
Participatory assessment of development in rural Burkina Faso : a new methodology for resolving old pains.....	10
<i>Nicky POUW and Janvier KINI</i>	
La recherche de la convergence nominale dans une perspective de convergence réelle dans les pays de la CEDEAO.....	34
<i>Cheikh Tidiane SECK</i>	
Analyse de l'effet de microcrédit sur l'écart moyen de pauvreté au Bénin.....	58
<i>Fadonougbo BOKO</i>	
Instabilité et croissance économique au Togo, quels enseignements ?.....	78
<i>Tom-Irazou TCHALIM</i>	
Analyse économique des élections communales au Bénin en 2015.....	96
<i>Daoud BADIROU</i>	
Assurance maladie universelle : nécessité et politique optimale pour le Burkina Faso.....	120
<i>Ousmane TRAORE & Idrissa M. OUEDRAOGO</i>	
Analyse des déterminants de la discrimination salariale au Togo.....	142
<i>Inna Alekseevna JOHNSON</i>	
La contribution de l'agriculture à la croissance économique du Burkina Faso.....	156
<i>Hamidou SAWADO</i>	

EDITORIAL

Dans la recherche constante de la qualité, la revue CEDRES Etudes vous présente à travers ce deuxième numéro de l'année des sujets pertinents traités sous l'angle de la recherche scientifique. Ce numéro traite aussi bien en anglais qu'en français, des sujets relatifs à la pauvreté, la microfinance, la convergence des économies en communauté économique, les conséquences économiques de l'instabilité politique ou encore la discrimination salariale. Le numéro 62 paraît avec huit articles et des orientations micro et macroéconomique fortes.

Le premier article, de Nicky POUW et Janvier KINI (Université d'Amsterdam et Institut de recherche en science de la santé) met en relief une sous-estimation du nombre de très pauvres ou de très riches par les instruments classiques de mesure de la pauvreté.

Le deuxième article de Cheikh Tidiane SECK (Université Cheikh Anta Diop) montre une convergence nominale bien avancée des pays de la CEDEAO tandis que la convergence réelle est très lente et témoigne de la forte disparité des économies de la communauté.

Le troisième article de Fadonougbo BOKO (Université de Parakou) montre que le bénéficiaire du microcrédit déplace la contrainte budgétaire du ménage bénéficiaire mais n'assure pas une réduction durable de la pauvreté pour ce dernier.

Le quatrième article expose les effets de l'instabilité sur la croissance économique au Togo. Tom-Irazou TCHALIM (Université de Kara) montre par le modèle de Solow augmenté qu'à long terme, ces faits sociaux nuisent à la croissance économique.

Le cinquième article aborde l'analyse économique d'élections. Daoud BADIROU (Université d'Abomey-Calavi) analyse les effets de la stabilité politique des coalitions sur les investissements économiques et les coûts engendrés.

Le sixième article coécrit par Ousmane TRAORE et Idrissa OUEDRAOGO (tous Université Ouaga 2) justifie la mise en place de l'assurance maladie dans l'économie par l'effet positif d'une hausse des dépenses de santé sur le PIB réel.

Le septième article met en exergue les déterminants de la discrimination salariale. Inna A. JOHNSON (Université de Kara) prouve le traitement salarial est en majorité déterminée par d'autres caractéristiques que celles des compétences individuelles.

Le dernier article de Hamidou SAWADOGO (Université Ouaga 1 PJKZ) montre que le capital physique a un effet positif sur la croissance économique à court terme par le biais des politiques publiques.

Pr Idrissa OUEDRAOGO

Directeur de Publication

Instabilité politique et croissance économique au Togo : Quels enseignements ?

Tom-Irazou TCHALIM
mathieutom@yahoo.fr, Université de Kara, Togo

Résumé

Le Togo a connu des périodes d'instabilité politique qui ont des répercussions sur sa croissance économique. Pour élucider l'impact de ce phénomène sur la croissance économique, cet article se propose d'étudier la relation existante entre la croissance économique et l'instabilité politique au Togo sur la période 1990-2010. L'étude se fonde sur l'hypothèse fondamentale selon laquelle les troubles sociopolitiques ont une incidence négative sur la croissance économique. Cette hypothèse est testée à l'aide du modèle de Solow augmenté de capital humain. Les données utilisées proviennent de la base de la Banque Mondiale (WDI) et de transparency internationale. Les résultats obtenus soutiennent que l'instabilité politique a un impact négatif sur la croissance économique, mais cet impact reste non significatif.

Mots clés : *Instabilité politique, croissance économique, bonne gouvernance, modèle de Solow augmenté*

Classification JEL : O11, O16

Abstract

Togo has experienced periods of political instability which have an impact on its economic growth. To elucidate the impact of this phenomenon on economic growth, this paper aims to study the relationship between economic growth and political instability in Togo over the period 1990-2010. The study is based on the fundamental assumption that socio-political disorders have a negative impact on economic growth. This hypothesis is tested using the augmented Solow model with human capital. The data used comes from the World Bank (WDI) database and international transparency. The results obtained support that political instability has a negative impact on economic growth, but this impact remains insignificant.

Keywords : *Political instability, economic growth, good governance, increased Solow model.*

JEL Classification : O11, O16

INTRODUCTION

Une des caractéristiques de la plupart des pays sous-développés est l'instabilité politique. Le Togo n'échappe pas à ce constat. La relation entre l'instabilité et les performances économiques est l'objet de plusieurs études qui se différencient par le type et la mesure de l'instabilité politique employée, l'approche utilisée et parfois par les résultats obtenus, malgré le consensus existant sur l'idée que l'instabilité politique est défavorable à la croissance dans la plupart de ces recherches.

Dans ce cadre, l'on peut citer le travail de Barro (1991) dans lequel la mesure de l'instabilité est le "nombre d'agitations politiques" y compris le nombre de "coups d'état militaires" et la méthode qu'il emploie est la régression en coupe transversale sur un panel de 98 pays. Sur la base de ces deux points, il parvient à démontrer que ces événements affectent considérablement le taux moyen de la croissance dans ces pays.

De plus, Alesina et al. (1996) examinent cette relation sur un échantillon de 113 pays durant la période 1950-1982 en retenant comme mesure d'instabilité politique la "propension du changement de gouvernement" y compris les révisions anticonstitutionnelles, par le biais d'un modèle dans lequel l'instabilité politique et la croissance économique sont "conjointement déterminées". Ils aboutissent à ce qu'en période de haute propension de changement du gouvernement, la croissance est plus faible que dans les autres périodes. Ce résultat est presque similaire à celui récemment obtenu par Aisen et Veiga (2015) sur presque le même type d'instabilité, en utilisant l'estimateur system-GMM des modèles linéaires dynamiques de données de panel sur un échantillon de 169 pays de 1960-2014. Ces deux auteurs établissent qu'à des niveaux élevés d'instabilité politique sont associés des taux faibles de croissance du PIB par tête.

En outre, Fosu (2002) examine les effets des différents événements de l'instabilité de l'élite sur la croissance de 31 pays africains subsahariens à travers un modèle en coupe-transversale qui s'appuie sur une fonction de production augmentée d'une variable exportation et d'une variable incorporant les dits événements. Il aboutit à ce que les tentatives de coup d'état, ainsi que les coups d'état réussis ont un impact négatif important sur la croissance de ces pays au cours de la période 1960 à 1986. Par ailleurs, et contrairement aux auteurs précédents, Londregan et Poole (1990, 1991a) analysent cette même question au moyen d'un système d'équations dans lequel les variables dépendantes sont le taux de croissance du PNB et les coups d'états, mais ils ne réussissent pas à démontrer qu'une réduction de la croissance économique est une conséquence de l'intensification de l'instabilité politique.

Ce genre d'étude n'existe pas dans le cadre du Togo. Ainsi, ce papier se propose d'analyser l'impact de l'instabilité politique sur la croissance économique dans le contexte togolais. Pour se faire, le reste du papier est organisé comme suit : la section suivante décrit l'évolution de l'instabilité politique au Togo pendant que la section 3 discute de la revue de littérature. L'approche méthodologique est présente dans la section 4. Les résultats font l'objet de la section 5. Le papier se termine par une conclusion.

I. Evolution de l'instabilité politique au Togo

Le Togo couvre une superficie de 56 600 km² avec une population de près de six millions d'habitants, comprenant 42 groupes ethniques. Ce pays a connu le premier coup d'Etat de la sous-région, en janvier 1963, avec l'assassinat du premier Président de la république, suivi d'un second, en janvier 1967 et de la création, en novembre 1969, d'un parti unique, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), qui gouverne le pays, depuis lors (parfois en association avec d'autres acteurs politiques).

Toutefois, la marche vers le progrès et le développement a été contrariée par des facteurs internes et externes et s'est heurtée à de nombreux obstacles. De plus, cette période a été marquée par des violations récurrentes des droits de l'homme et le développement des inégalités et de la corruption. Face à cet échec, le régime en place était obligé, à partir des années 1990, sous la pression des mouvements de contestation et des partenaires extérieurs, de s'ouvrir au multipartisme. Toutefois, l'évolution démocratique amorcée avec la tenue d'une conférence nationale et la mise en place d'un gouvernement de transition, présente toujours les signes d'une instabilité structurelle, dont les élections constituent, le plus souvent, le baromètre et l'expression visible, les crises étant étroitement liées au processus de dévolution du pouvoir et à la redistribution des richesses.

Ce déficit de culture démocratique et de conscience citoyenne induit une profonde polarisation politique, alimentée par des clivages ethniques et régionaux qui se traduisent par la bipolarisation Nord-Sud. L'Etat-nation, appelé de tous les vœux devient une arlésienne. En effet, les populations se définissent, d'abord et surtout, par rapport aux groupes primaires et non à une communauté nationale de destin. Dans ces conditions, le groupe qui exerce l'autorité politique contrôle, par la même occasion, l'accès aux ressources, aux opportunités économiques et à l'allocation des privilèges.

Ce phénomène de primauté de l'ethnie et du parti sur la nation, entretenu et nourri, entraîne une contestation sur fond d'appartenance ethnique et régionaliste et rarement partisane. D'où la récurrence des affrontements violents à l'occasion des campagnes électorales, des crises postélectorales et institutionnelles dont celles de février et d'avril 2005 sont des plus graves. Celles-ci ont opposé les militants de l'opposition et l'Armée, omniprésente dans le jeu politique, à la faveur de la faiblesse des institutions. Face à cette situation, des actions ont été menées aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur en vue d'instaurer un climat de cohésion sociale, gage d'une stabilité politique et remède aux crises sociopolitiques.

Sur le plan socio-économique, le Togo se caractérise par de fortes disparités de développement, 61% de sa population vivant en-dessous du seuil de la pauvreté. Une petite minorité, souvent cooptée par les pouvoirs successifs, grâce au phénomène de la gestion patrimoniale du pouvoir, contrôle les ressources du pays, tandis que la grande masse vit dans le dénuement total. Il n'existe pas de classe moyenne, qui aurait pu jouer, comme dans d'autres pays, un rôle stabilisateur. Ces disparités sont entretenues et alimentées par la mauvaise gouvernance et la corruption, qui lestent les opportunités de croissance et de prospérité économique.

Quant à la grande masse qui vit dans la pauvreté extrême, sa situation s'aggrave par l'érosion régulière de son pouvoir d'achat, sans que des perspectives d'amélioration rapide ne soient entrevues.

2. Principaux facteurs d'instabilité

Les facteurs nuisibles à la stabilité de l'Etat togolais peuvent être regroupés en deux catégories, comprenant des facteurs d'ordre interne et externe.

2.1. Facteurs internes

Quatre principaux facteurs internes contribuent à miner la stabilité au Togo. Il s'agit de (i) l'insuffisante garantie de l'Etat de droit et d'une gouvernance inclusive, (ii) l'incapacité de l'Etat à redistribuer les richesses de manière à assurer un minimum de sécurité humaine, (iii) la précarité du consensus national et (iv) la faiblesse de la cohésion sociale.

2.2. Facteurs externes

Deux facteurs extérieurs sont susceptibles d'entraîner ou d'attiser les conflits, au Togo. Il s'agit de la prolifération des armes légères et de petits calibres, du rôle déstabilisateur que pourraient jouer les événements dans les pays voisins et de l'influence extérieure.

3. Revue de littérature

3.1 L'instabilité politique affecte-t-elle la croissance économique? Approche théorique

Pour répondre à cette question, l'on doit définir en premier lieu ce qu'on entend par «instabilité politique». Dans ce papier, l'instabilité «est définie comme la probabilité d'un changement dans l'exécutif, soit de façon «constitutionnelle», soit de façon «inconstitutionnelle». Ainsi, il est question dans cet article de vérifier si une forte probabilité à un effondrement de l'exécutif entraîne une réduction de la croissance économique.

Un argument théorique fort qui sous-tend cette relation est fondé sur la base des effets de l'incertitude sur les décisions économiques productives, l'investissement, la production ou l'offre de travail? Une forte probabilité de changement du gouvernement est associée à l'incertitude relative aux nouvelles politiques d'un nouveau régime potentiel. Dans cette situation, les agents économiques avertis au risque peuvent hésiter à prendre des initiatives économiques ou peuvent «sortir» de l'économie, en investissant à l'étranger. Inversement, les investisseurs étrangers préfèrent un environnement politique avec moins d'incertitude politique et moins d'incertitude sur les droits de propriété. Plusieurs études y compris celles de Alesina et Tabellini (1990), Tabellini et Alesina (1990), Cukierman, Edwards et Tabellini (1992), présentent plusieurs modèles dans lesquels un gouvernement est incertain par rapport à sa survie et, par conséquent, s'engage dans des politiques économiques sous-optimales. Ces modèles ont en commun l'idée que l'instabilité politique conduit à l'inefficacité économique. L'application la plus directe de cette idée pour la croissance économique est disponible dans l'article d'Alesina et Tabellini (1989), qui déterminent l'effet de l'incertitude politique sur l'investissement et la fuite des capitaux.

Un argument différent conduisant à une relation similaire entre l'instabilité politique et la croissance est avancé par Grossman (1991) dans l'analyse des révolutions. Dans les pays où les dirigeants sont relativement faibles, c'est-à-dire plus facilement renversable, la probabilité de révolutions est plus élevée et les citoyens ont des incitations plus élevées à s'engager dans des activités révolutionnaires plutôt que dans des activités de marché productives. Au contraire, un dirigeant fort dont une révolution a peu de chance de réussir décourage révolutionnaires en faveur des activités de marché. Une ligne de recherche connexe, en particulier le travail de Murphy, Shleifer et Vishny (1991) et Terrones (1990), soulignent l'effet négatifs des activités de recherche de rentes sur la croissance économique. Un gouvernement faible est constamment menacé de perdre son pouvoir. Dans ces conditions il cherche plutôt à satisfaire les lobbyistes qu'à mettre en place une politique optimale.

3.2. Les déterminants de la croissance économique

Depuis Adam Smith dans « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)», la question de la création de la richesse, donc de la croissance économique, commençait à intéresser les économistes. Cependant, il a fallu attendre la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour voir une nouvelle branche de l'économie se consacrer entièrement à l'étude de la croissance économique. À cette époque, il fallait reconstruire les pays de l'Europe détruits par la Guerre. De plus, beaucoup de pays d'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine venaient d'obtenir leur indépendance, pour la plupart des pays européens ravagés. En quelques sortes, la période post Deuxième Guerre mondiale a mis fin au colonialisme, un des modes d'enrichissement des pays colonisateurs.

Ces pays nouvellement libres ainsi que les pays ravagés de l'Europe devaient faire le choix d'un système politique et économique devant favoriser leur développement ou leur construction. Deux idéologies s'affrontaient à cette époque: le communisme et le capitalisme. Le communisme attirait beaucoup les pays en question ; car ses adeptes enregistraient des taux de croissance très élevés. Dans les années 50, l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) croissaient à un taux de 7.5 %, un peu moins que celui de la Chine pour la même époque (9.6 %) tandis que les États-Unis d'Amérique croissaient seulement à 3.1 %. Ces résultats rendaient les dirigeants communistes tellement optimistes qu'ils se donnaient pour objectif de dépasser le niveau de développement des États-Unis en très peu de temps.

Force est de constater que près de 50 ans plus tard, cette menace n'a pas pu se concrétiser. Le communisme s'est effondré quelques années plus tard et ses adeptes demeurent encore pauvres, parfois plus pauvres qu'ils ne l'étaient dans les années 60. Ils ont dû pour la plupart se convertir au capitalisme. Comment l'URSS et la Chine a pu croître à un tel rythme dans les années 50 et 60 ? Walt Whitman Rostow, auteur « des étapes de la croissance économiques, un manifeste non communiste (1960)», trouvait une réponse à cette question dans les travaux de Harrod (1948) et Domar (1947). Ces deux économistes ont démontré que le taux de croissance économique dépend uniquement du niveau d'épargne, supposé égal à l'investissement, en tenant fixes le taux de croissance de la population et le niveau de dépréciation du capital. Selon le modèle Harrod-Domar, l'URSS et la Chine croissaient plus vite que les États-Unis parce qu'ils arrivaient à mobiliser beaucoup plus d'épargne.

À chaque unité d'épargne additionnelle, donc d'investissement, l'effet sur la croissance diminue jusqu'au point où cet effet sera nul. De même, une personne ne deviendra pas plus productive si son employeur lui attribue plus qu'un ordinateur. Le modèle Harrod-Domar est donc incapable d'expliquer la croissance de long-terme. Et l'on se tourne donc vers Solow (1956) pour trouver une explication à la croissance de long-terme. Solow (1956) soutient qu'à long-terme, la croissance ne dépend que du progrès technique. Les variables, capital et taux de croissance de la population, n'ont que des effets sur le niveau de vie, c'est-à-dire sur le niveau du PIB réel mais pas sur le taux de croissance du PIB réel. La distinction entre le niveau du PIB réel et son taux de croissance revêt une importance particulière. Car, même si Haïti se mettrait à croître au taux de 10 % de façon continue, il lui prendrait des décennies pour attraper le niveau du PIB réel des États-Unis d'Amérique

L'instabilité politique et la croissance économique

L'ensemble des travaux ci-dessus cités ont identifié, entre autres, des variables susceptibles d'influencer négativement la croissance économique. Ces variables se partagent un dénominateur commun : l'instabilité politique. Celle-ci affaiblit les institutions, promeut la corruption, décourage les investissements de toutes sortes. D'où notre intérêt à inclure cette variable dans notre étude.

Cet intérêt est partagé par Abessolo (2003) qui a étudié la relation entre l'instabilité politique et la croissance économique au Tchad. Selon M. Abessolo, l'instabilité politique est la manifestation de plusieurs facteurs qui ne se recoupent pas totalement et doivent être pris en compte simultanément. En effet, Fosu (1992) appelle instabilité d'élite les manifestations sous forme de coups d'État réussis ou manqués, les complots ainsi que les indicateurs sociopolitiques comme le nombre d'assassinats et d'arrestations politiques et les actes de guérilla. À ces indicateurs, Abessolo associe également les dépenses militaires qui permettent aussi d'apprécier l'environnement politique.

La nature hétéroclite de ces variables rend un peu difficile la construction d'un indice synthétique d'instabilité sociopolitique. Deux méthodes sont couramment utilisées pour mesurer l'instabilité sociopolitique : l'analyse en composantes principales (ACP) proposée par Fosu (1992) et Alesina et Perotti (1996) et la méthode de la détermination de la probabilité d'occurrence d'instabilité soutenue par Azam et al. (1996). L'avantage de la première méthode réside dans le fait qu'elle permet d'indiquer les variables les mieux à même d'expliquer la plus grande part de variabilité de l'instabilité politique.

Étant donné le nombre d'indicateurs entrant dans la composition de la variable « Instabilité politique » et surtout la suspicion d'une multicollinéarité entre les indicateurs relativement proches, il paraît moins pertinent d'insérer chacun de ces indicateurs individuellement dans les régressions, a conclu Abessolo. Il est donc plus judicieux d'agréger l'information détenue par chaque composante de l'instabilité sociopolitique afin que l'information ne soit pas répétitive. La détermination d'un indice synthétique d'instabilité sociopolitique amène Abessolo à utiliser une ACP qui, en déterminant des pondérations pour chaque composante insérée, permet de faire un tri dans l'information.

Les composantes principales, dans une ACP, peuvent être considérées comme de nouvelles variables, combinaisons linéaires des variables initiales, non corrélées entre elles et de variance maximale. En d'autres termes, l'ACP consiste à construire des combinaisons linéaires des variables préalablement sélectionnées. Chaque composante permet d'expliquer une part de variance et peut être interprétée en fonction des coefficients de pondérations attribués à chaque variable au sein de la composante principale. En utilisant l'ACP avec les données du Tchad, Yves Abessolo a considéré 4 indicateurs comme essentiels à la constitution de l'instabilité politique : Coups d'État, assassinats, arrestations et dépenses militaires.

D'autres auteurs comme Azam et al. (1996) dans leur travail intitulé : « Risque politique et croissance en Afrique » préfèrent utiliser un modèle Probit pour estimer la probabilité qu'un pays tombe en situation d'instabilité politique et utiliser cette variable comme indice d'instabilité politique.

Une façon plus simple de considérer l'instabilité politique est la méthode des variables indicatrices. Dans ce travail, nous optons pour cette dernière méthode en utilisant une variable indicatrice qui prend la valeur 1 si au moins une des caractéristiques usuelles de l'instabilité politique décrite précédemment a été observée au cours de la période et 0 si non. Ces caractéristiques sont : coups d'État, assassinats politiques, manifestations intempestives, contestations politiques et grèves, arrestations, répressions politiques et dépenses militaires.

Il convient toutefois de noter que cette approche présente l'inconvénient d'accorder le même poids, ou encore le même effet, à toutes les caractéristiques ci-dessus mentionnées ; alors que certaines d'entre elles, comme le coup d'État de 1991 qui avait provoqué l'embargo des États-Unis contre Haïti, ont eu des impacts beaucoup plus importants que d'autres.

Certains pays, pendant des décennies n'arrivent pas à avoir un décollage économique, végétant ainsi dans une léthargie totale les empêchant d'avoir une croissance soutenue. Les défenseurs de cette thèse parlent de la trappe de pauvreté. Les causes de l'existence de cette trappe de pauvreté ont été étudiées par Romer, Lucas, Aghion et Vishny (Romer, 1986 ; Lucas, 1988)

Dans la littérature économique, on note que les auteurs utilisent des indices d'institution pour montrer la relation positive qui existe entre les institutions démocratiques et la croissance économique. Ainsi, Mauro (1995), a fait un test de trois indices construits par le Business International: l'indice de la corruption, l'indice de la qualité bureaucratique et l'indice de la stabilité politique. Il parvient au fait que l'investissement est négativement influencé par la corruption avec un coefficient significatif de -0,018. Les résultats montrent que ces trois indicateurs sont reliés positivement et significativement à la croissance.

Aussi en 1997 il a montré que si un pays comme l'Égypte améliorait son efficacité administrative et réduisait son niveau de corruption pour le ramener à celui de l'Argentine, obtenant ainsi une note de 6/10 au lieu de 4/10 (rappelons que 0 signifie totalement corrompu et 10 parfaitement intègre), son taux d'investissement augmenterait de 3 pour cent et son taux de croissance de 0.5 pour cent.

Des recherches empiriques menées par Barro (1996), Helliwell (1994), Grier et Tullock (1989) et Scully (1988), ont toutes montré l'existence d'une corrélation positive entre l'indicateur des libertés civiles, mesure du contour institutionnel démocratique et la croissance économique pour la grande partie des pays pris dans leur échantillon. Ceci n'est pas le point de vue d'Easterly et Levine (1997), pour qui, c'est l'indice global de gouvernance élaboré par Kaufmann et al (2002), comme qualité institutionnelle qui affecte positivement et significativement la croissance.

De même Acemoglu et al. (2003), acceptèrent que l'écart de croissance entre les pays riches et les pays pauvres soit dû en grande partie à la différence dans la garantie des droits de propriété de ces pays. Dans la même lignée Rodrik (1999), dans leur étude, consentent à l'idée selon laquelle la garantie des droits de propriété accélère la croissance. Ceci est possible à travers trois voies;

- Elle permet de réduire les asymétries d'information telles que les informations à propos des conditions des marchés, les biens et les participants.
- Elle diminue les risques tels que les définitions institutionnelles et renforce les droits de propriété.
- En dernier lieu d'importantes restrictions sur les actions des politiciens et les groupes d'intérêt peuvent être évaluées par les citoyens. Pour Alesina et Perroti (1996) et Svensson (1998), il existe un effet négatif de l'instabilité politique sur l'investissement.

Morrisson (1995), en prenant en compte un panel de vingt-trois pays africains durant les années quatre-vingt analysent en faisant ressortir l'emprise des politiques d'ajustement sur l'instabilité politique et comment les autorités gouvernementales ajustent leurs décisions en fonction des groupes de pressions.

Au niveau des pays africains certains auteurs ont menées l'analyse sur le risque de l'instabilité politique sur la croissance économique. Fosu (1992) a étudié l'incidence de l'instabilité politique sur la croissance économique en tenant compte des données transversales de trente et un pays africains. L'étude a pris en compte la croissance des facteurs de production et des exportations. Les résultats de cette dernière montre que l'incidence de l'instabilité politique est significative et négative montrant ainsi que la productivité des facteurs est impacté négativement par l'instabilité politique. Selon Fosu, l'instabilité politique provoque une fuite du capital humain causant ainsi une réduction de la qualité des facteurs de production. Il est à remarquer que l'utilisation des coupes transversales ne permet pas d'avoir un nombre élevé d'observation et permet d'avoir des résultats assez fragiles.

4. Approche méthodologique

4.1. Cadre théorique

Le soubassement de l'analyse de croissance ou du retard d'une économie a été développé sur le plan théorique par Solow(1956) et sur le plan empirique par Denison(1967). Le modèle économétrique proposé dans le cadre de notre étude provient du modèle de Solow avec incorporation du capital humain. Le point d'ancrage de ce dernier est le modèle Cobb Douglas avec progrès technologique suivant :

$$Y_t = A_t K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}$$

Avec Y la production totale, A le progrès technologique, K le capital et L la force de travail.

En linéarisant l'équation 1 on obtient :

$$\log(Y_t) = \log(A_t K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}) \quad (1)$$

$$\log(Y_t) = \log(A_t) + \log(K_t^\alpha) + \log(L_t^{1-\alpha}) \quad (2)$$

En différenciant l'équation précédente par rapport au temps on obtient :

$$\log(Y_t) = \log(A_t) + \log(K_t^\alpha) + \log(L_t^{1-\alpha}) \quad (3)$$

A partir de ce modèle de croissance endogène, nous pouvons introduire la variable « instabilité politique » dans le but de voir son effet sur la croissance économique.

4.2. Analyse empirique

A partir de l'équation de Solow, notre étude prend en compte des variables pour un cadrage du modèle avec notre environnement économique :

$$TGDP = \alpha_1 IDE_t + \alpha_2 INST_t + \alpha_3 FB_t + \alpha_4 PE_t + \alpha_5 SCOS_t + \alpha_6 PO_t + \varepsilon_t \quad (4)$$

Les données utilisées pour notre étude sont entre autres :

TGDP : Taux de croissance du PIB réel;

FB : Investissement;

INST : indicateur d'instabilité sociopolitique;

IDE : taux de croissance annuelle des investissements direct étranger;

PE : politique économique ;

PO : polity 2;

SCOS : capital humain.

Pour l'estimation de l'équation 3, des tests de racines unitaires ont été effectués sur les données couvrant la période 1990 à 2011. La prise en compte de cette période tient compte des troubles économiques qu'avait connus le Togo à partir des années 1990.

4.3. Données utilisées

Instabilité politique : les indicateurs utilisés dans la mesure de l'instabilité politique sont différents suivant les études. Azam et al (1996) utilisent un modèle probit pour estimer la probabilité qu'un pays soit dans une situation d'instabilité politique. Abessolo dans son étude sur le Tchad considère quatre indicateurs comme fondamentales dans la constitution de l'instabilité politique. Ces quatre indicateurs : assassinats, coups d'états, dépenses militaires et arrestations. A cause de l'indisponibilité des données, nous optons pour l'utilisation des données binaire suivantes :

$$\begin{cases} 1; & \text{année où il y a de l'instabilité politique} \\ 0; & \text{ailleurs} \end{cases}$$

Politique économique : On définit la politique économique comme l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé dans le but d'améliorer la situation économique générale du pays. Plusieurs raisons peuvent justifier l'intervention de l'Etat dans la sphère économique, parmi lesquelles la nécessité de maintenir la cohésion sociale, l'équilibre des marchés ou le libre exercice de la concurrence. Les principaux objectifs de la politique économique sont, pour les économistes, au nombre de quatre. La croissance économique, qui est mesurée par le taux de croissance du PIB. Dans ce domaine, l'objectif de l'Etat est de favoriser une croissance élevée et inscrite dans la durée. Le plein emploi, évalué par le taux de chômage. L'Etat va aider, directement ou indirectement, à créer des emplois. La stabilité des prix, traduite par le taux d'inflation. Il s'agit pour l'Etat de garantir le maintien du pouvoir d'achat des agents économiques en luttant contre l'inflation qui l'érode. L'équilibre des comptes extérieurs, indiqué par le solde de la balance des paiements. La formule de calcul est la suivante :

$$PE = 1,28 + 6,85 * \text{Solde budgétaire} - 1,4 * \text{Inflation} + 2,16 * \text{Ouverture}.$$

Investissement : pour mesurer l'investissement, l'étude a pris en compte la formation brute du capital fixe. Le rôle que joue l'investissement dans la croissance économique est primordial.

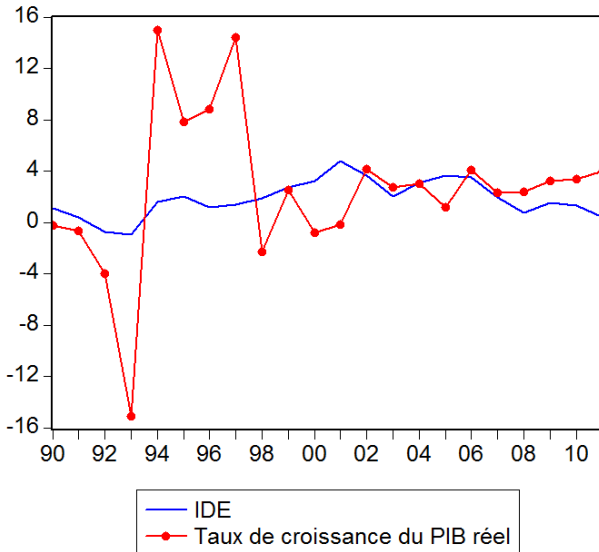
Capital humain : dans cette étude l'indicateur utilisé pour capter le capital humain est le taux de scolarisation au secondaire.

Politique intérieure : elle est captée par l'indicateur Policy. Elle fait partie intégrante des indicateurs élaborés par l'université de Maryland dans son centre de développement international et de gestion des conflits. Du nom de *POLITY IV*, cette base de données est aujourd'hui la référence dans le concept de droit politique. Elle élabore une note de démocratie et d'autocratie pour 186 pays depuis l'an 1800. Après l'attribution de la note de démocratie et d'autocratie, on calcule deux indicateurs : Polity et Polity2 qui ne sont que la somme des deux indicateurs précités. Ces indicateurs résument la situation

politique du pays. Ils se distinguent par la limitation de la notation à l'échelle temporelle. On retrouve cette limitation au niveau de Polity, ce qui n'en ait pas le cas au niveau de Polity2. Pour la prise en compte de la situation de politique intérieure, notre étude prend en compte le deuxième indicateur, POLITY 2.

IDE et croissance économique

Figure 1 : évolution de l'investissement étranger et croissance du PIB réel



Sur la période 1990 - 2011, la moyenne du taux de croissance des IDE est de 1,83 contre 2,52 pour le taux de croissance du PIB réel. Le flux le plus élevée d'IDE (4,77) a été enregistré en 2001 et 1993 est l'année ayant connu le plus faible taux d'afflux. Cette situation s'explique par les troubles sociopolitiques. Entre 1993 et 2001, l'IDE a connu une légère croissance de 3,85 point, passant ainsi de -0,96 à 4,77. Depuis 2001, l'afflux des IDE a connu une diminution compte tenu de la situation politico-économique du pays.

4.4. Les différents tests de diagnostic

Avant de passer à l'estimation du modèle, des précautions méthodologiques ont été prises pour une meilleure validation future des estimations. Des tests de diagnostics ont été effectués sur les différentes variables. C'est ainsi que les tests de stationnarité, de cointégration, de causalité ont été effectués.

Test de racine unitaire

L'étude de la stationnarité des variables est importante dans une étude dont l'analyse empirique porte sur des données en séries chronologiques comme c'est le cas dans cet article. Une série chronologique est stationnaire si elle est la réalisation d'un processus stationnaire. Ceci implique que la série ne comporte ni tendance, ni saisonnalité et plus

généralement aucun facteur n'évoluant avec le temps. Une variable stationnaire est caractérisée par une moyenne et une variance constantes et a tendance à fluctuer autour de sa moyenne revenant régulièrement vers sa valeur d'équilibre de long terme. La plupart des variables macroéconomiques sont non stationnaires; d'où dans cette partie, nous cherchons à étudier l'ordre d'intégration des séries et les relations de cointégration entre les variables. Pour étudier la stationnarité des variables, nous allons nous baser sur le test de Dickey- Fuller Augmenté (ADF). Les tests de stationnarité ont été réalisés avec le logiciel EVIEWS 5. Les variables non stationnaires ont été différenciées. L'estimation montre que les variables taux de croissance du PIB et la politique économique sont stationnaires à niveau. Les tests de stationnarité montrent que seules les variables investissement direct étranger et le capital humain ne sont pas stationnaires à niveau. Après une différenciation en différence première, on note que les séries IDE et SCOS sont intégrées d'ordre 1. Les séries IDE et SCOS suivent donc un processus I(1).

Tableau 1 : Résultats du test de racine unitaire

VARIABLES	PROCESSUS	DECISIONS
TGDP	I(0)	Stationnaire en niveau
IDE	I(1)	Stationnaire en différence première
PE	I(0)	Stationnaire en niveau
PO	I(0)	Stationnaire en niveau
SCOS	I (1)	Stationnaire en différence première

Source : Auteur, 2016

Test d'autocorrélation LM

Le résultat du test LM d'autocorrélation résumé dans le tableau ci-dessous indique une absence d'autocorrélation des erreurs.

Tableau 2 : Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test :

	Probabilité	
F-statistic	0,4435	0,7790
Obs*R-squared	4,7010	0.

Source: Auteur, 2016

Test de cointégration de Johansen

Il y a deux méthodes de cointégration: celle de Granger (1969) et celle de Johansen. Le test de Johansen est préférable au test de Granger dans la mesure où le test de Granger n'est efficace que si toutes les séries sont intégrées au même ordre. Tandis que même si ce n'est pas le cas, celui de Johansen reste efficace. Les variables n'étant pas du même

ordre d'intégration, donc le test de cointégration approprié est le test de Johansen. Les conditions de ce test sont les suivantes :

Le test de Johansen appliqué à notre modèle montre un rejet de l'hypothèse nulle d'absence de cointégration au profit de celle alternative. A partir du test de Trace, l'on remarque une cointégration des séries. Pour confirmer les résultats nous avons réalisé le test des valeurs propres qui est plus robuste que celui de Trace. Ce test montre que le rang de cointégration des séries est de 3. Il en résulte que les séries sont cointégrées. La présence de cointégration nous conduit à écrire le modèle à correction d'erreur sans risque de régression fallacieuse.

5. Résultats des estimations et interprétation des résultats

5.1. Modèle à correction d'erreurs

Le modèle à correction d'erreur présente une propriété remarquable qui a été démontrée par Granger en 1983. Un ensemble de variables cointégrées peut être mis sous forme d'un modèle à correction d'erreur dont toutes les variables sont stationnaires et dont les coefficients peuvent être estimés par les méthodes de l'économétrie classique sans risque de corrélations fortuites. Le résultat connu sous le nom de théorème de représentation de Granger, valide de façon générale la démarche du modèle à correction d'erreur pour une classe importante de variables (Doucouré, 2010). Dans le cadre de notre étude nous proposons l'utilisation du modèle à correction d'erreur en une étape donc celui à la Hendry. Ce modèle a la particularité d'estimer en une étape les dynamiques de court terme et de long terme dont tient compte un modèle à correction d'erreur.

Modèle à la HENDRY

L'équation du modèle à correction d'erreur à estimer est la suivante :

$$D(TGDP_t) = \beta_0 + \beta_1 D(IDE_t) + \beta_2 D(FB_t) + \beta_3 D(PO_t) + \beta_4 PE_t + \beta_5 D(SCOS_t) + INST_t + \beta_6 TGDP_{t-1} + \beta_7 D(IDE_{t-1}) + \beta_8 D(FB_{t-1}) + \beta_9 D(PO_{t-1}) + \beta_{10} D(SCOS_{t-1}) + \mu_t \quad (5)$$

Avec D l'opérateur de différence première :

$$D(X_t) = X_t - X_{t-1}$$

A partir de l'équation 5, β_6 représente le coefficient associé à la force de rappel. Il doit être négatif et inférieur à l'unité. Le coefficient de correction d'erreur indique la vitesse d'ajustement de la variable endogène pour retourner à l'équilibre de long terme suite à un choc. Le coefficient β_0 représente la constante du modèle. $\beta_7, \beta_8, \beta_9, \beta_{10}$ constituent la dynamique de court terme et les coefficients, caractérisent l'équilibre de long terme. Les taux de croissance de long terme sont :

$$-\frac{\beta_7}{\beta_6}; -\frac{\beta_8}{\beta_6}; a\frac{\beta_9}{\beta_6}; -\frac{\beta_{10}}{\beta_6}.$$

Pour mieux saisir l'impact de l'instabilité politique sur la croissance économique, nous estimons un premier modèle sans instabilité politique puis un deuxième qui inclura cette variable.

Les résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE) des modèles 1 et 2 par les moindres carrés ordinaires sont donnés dans le tableau qui suit :

Tableau 3 : Résultat des estimations du MCE

Variable dépendante : D(TGDP)		
Variables	Modèle 1 (M1)	Modèle 2 (M2)
Constante	6,50	11,22
Coefficient de court terme		
IDE	-1,556	-1,861
Investissement	0,2185***	0,222***
Policy	-0,935	-0,33
politique économique	0,010	0,000898
Capital humain	-31,403	-75,482
Instabilité politique	-----	-3,154
Force de Rappel	-0,99***	-0,977***
Coefficient de long terme		
IDE	-4,237	-3,921
Investissement	0,306**	0,294*
Policy	1,875	2,513
Politique économique	-0,007	-0,0072
Capital humain	32,683	96,822
R ²	0,883	0,899
R ² ajusté	0,724	0,7268
Durbin Watson	2,78	2,62
F statistic	5,53	5,21

(***) (**) (*) désigne respectivement la significativité à 1%, 5% et 10%

Source : Auteur, 2016

Au niveau du modèle 1, le t-statistic (-6,458) est inférieure à la valeur critique (-3,673). Le t statistic du modèle 2 est également inférieure (-6,093) à sa valeur critique (-3,673). Les erreurs des deux modèles sont donc stationnaires.

5.2. Interprétation des résultats

A partir des estimations avec le modèle à correction d'erreur, on constate que les coefficients associés à la force de rappel de M1 et M2 sont respectivement négatifs et inférieurs à l'unité (-0,99 et -0,97). Ces derniers sont respectivement significatifs au seuil 1% et 5% (leur coefficient de t student en valeur absolue étant supérieur à 1,96).

L'analyse du modèle M1 montre que la croissance du PIB réel est expliquée à 88,8% par les variables du modèle. La statistique de Fisher a une probabilité égale à 0,0112; ce qui signifie que le modèle est globalement significatif au seuil de 5%. De même la probabilité associée au modèle 2 est également inférieure à 5%, M2 est également significatif au seuil de 5%. Les variables de cette dernière expliquent le modèle à raison de 89,9%. Il en résulte qu'une augmentation du taux de croissance des investissements étrangers de 1% entraîne une diminution du taux de croissance du PIB réel de 1,55% à court terme. A long terme, cette diminution est beaucoup plus prononcée avec une valeur de -4,237%. Ce résultat négatif lié au coefficient du taux de croissance de l'IDE est contraire au signe attendu. Mais cela s'explique par l'évolution en dent de scie des IDE depuis les années de trouble politique des années 90. En incorporant l'instabilité politique (modèle 2), on remarque qu'à court terme la diminution est beaucoup plus accrue d'une valeur de 30,5%. L'impact négatif des IDE sur la croissance est conforme avec les résultats trouvés par Abessolo (2010) sur l'économie Tchadienne. Ce résultat paradoxal pourrait trouver son explication dans l'effet d'éviction exercé par les IDE sur les investissements domestiques. En effet, il n'est pas exclu que les IDE découragent les investissements domestiques alors même qu'ils ne sont pas dirigés vers les secteurs porteurs de croissance.

S'agissant du poids de la formation brute du capital fixe représentant ici l'investissement, son coefficient est significatif à court terme de même qu'à long terme respectivement au seuil de 1% et 5%. L'investissement joue donc un rôle significatif dans le taux de croissance du PIB togolais. Le signe positif confirme l'attente de l'étude. Une augmentation de l'investissement d'un pour cent provoque une hausse du taux de croissance du PIB de 21,85%. En présence de la variable instabilité, on note une légère hausse du coefficient lié à l'investissement. Ceci s'explique par l'effet d'éviction de l'investissement privée par l'investissement publique. A partir du modèle 2, à long terme l'investissement n'est significatif qu'à 10 % contre 1 % pour le court terme. L'incidence reste positive avec une valeur de 22% et 29,4% respectivement pour le court et le long terme. A partir de notre estimation, l'instabilité politique a un impact négatif sur la croissance économique au Togo mais non significative confirmant ainsi qu'il y a une présomption d'un effet négatif de l'instabilité politique sur la croissance économique au Togo.

CONCLUSION

Le Togo a connu des périodes d'instabilités politiques et économiques qui ne peuvent avoir que des répercussions sur sa croissance économique. Pour élucider la nature de ces répercussions, cet article s'est proposé d'étudier la relation existant entre la croissance économique et l'instabilité politique au Togo sur la période 1990-2011. L'étude s'est fondée sur l'hypothèse fondamentale que l'instabilité politique a une incidence négative sur la croissance économique. Pour valider cette hypothèse, l'étude a fait appel au modèle de Solow augmenté d'autres variables en y incluant des dummy variables prenant la valeur 1 pour les périodes d'instabilités et 0 si non. En inscrivant l'étude dans une approche endogène de croissance, l'étude tient compte des facteurs qui influencent la croissance économique à travers l'investissement, la politique intérieure économique, le taux de croissance du capital humain. Les résultats obtenus soutiennent que l'instabilité politique a un impact négatif sur la croissance économique, mais cet impact reste non significatif. Les décideurs politiques devraient tout de même accorder une attention particulière à la maîtrise de l'instabilité politique.

RÉFÉRENCES

- Abessolo (2003)** « instabilité politique et performance économique : une évaluation du cas de Tchad » Université de Yaoundé II Cameroun.
- Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J. et Thaicharoen, Y. (2003)** .Institutional Causes, Macroeconomic Symptoms: Volatility, Crises And Growth., *Journal of Monetary Economics*, Vol. 50, N₁, pp. 49-123.
- Alesina, A. and Perotti, R. (1996)**, «Income Distribution, Political Instability and Investment» *European Economic Review* 40, pp. 1203-28
- Azam et al (1996)** «Risque politique et croissance en Afrique». *Revue économique* 47 No 3 pge 819-829.
- Banque Mondiale (2001)**, *Rapport sur le Développement 2000-2001*, Washington.
- Barro, R.-J. (1996)**, «Democracy and Growth» *Journal of Economic Growth* 1, pp. 1-28.
- Berthélemy et Vadoudakys (1996)** « Quelle politique pour un décollage économique » *Cahier de politique économique* No 12.
- Denisson, E (1967)** « Why Growth Rates Differ » Brookings Institution, Washington, D.C.
- Domar A E. (1947)**. expansion and employment. *The American Economic Review*, Vol. 37, No. 1 pp. 34-55
- Doucouré B. F., (2010)**, Cours d'économétrie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Easterly W., Levine R., (1997)**, "Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions.

Quarterly Journal of Economics 112(3): 1203-50.

Fosu, A.-K. (1992), "Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub-Saharan Africa", *Economic Development and Cultural Change*, 40, pp. 829-841.

Granger, C. W. (1969). Investigating Causal Relations by Econometric Models and Cross-Spectral Methods., *Econometrica*, Vol. 37, pp. 424-438.

Grier, K.B. et G. Tullock (1989), "An Empirical Analysis of Cross-National Economic Growth, 1951-80", *Journal of Monetary Economics*, Vol.24, pp.259-276.

Harrod, R.F. (1948), *Towards a Dynamic Economics: Some Recent Developments of Economic Theory and their Application to Policy*, Macmillan, Londres.

Helliwell J., (1994), "Empirical Linkages between Democracy and Economic Growth", *British Journal of Political Science* 24, 1994, pp. 225-248.

Henry, P. (2000). Do Stock Market Liberalizations Cause Investment Booms ?., *Journal of Financial Economics*, Vol. 58, pp. 301-334.

Johansen, S. (1991). Estimation and Hypothesis Testing of Cointegrating Vectors in Gaussian Vector Autoregressive Models., *Econometrica*, Vol. 59, pp. 1551-1580.

Kaufmann, D. and A. Kraay (2002). «Growth without Governance World Bank Working Paper. Washington D.C.

Mauro, P. (1995), «Corruption and Growth», *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, PP. 681-712.

Lucas R. (1988), «On the Mechanics of Economic Development», *Journal of Monetary Economics*, juillet, 22, pp. 3-42.

Morrisson (1995) «Les conditions politiques de l'ajustements en Afrique 1980-1990» in L'ajustement structurel et au-delà en Afrique Subsaharienne.

Myrdal, G (1968) «*Asian Drama: An Inquiry into the poverty of Nation*» Pantheon, New York.

Rodrik, D. (1999). «Where Did All the Growth Go? External Shocks, Social Conflict and Growth Collapses»; *Journal of Economic Growth*; vol.4, n° 4: pp. 131-165.

Romer, P. M. (1986), «Increasing returns and Long Run Growth», *Journal of Political Economy*, 94 (5) : 1 002-1 037.

Scully, G. W. (1988). «The Institutional Framework and Economic Development»; *The Journal of Political Economy*, vol.96, n° 3 : pp. 652-662

Svensson, J. (1998). «Foreign Aid and Rent-Seeking» Policy Research Working Paper N°1880; The World Bank.

